



UNION DÉMOCRATIQUE DU CENTRE
Secrétariat général
Rue de la Louve 1- 1003 Lausanne
Tél. 021 806 32 90 www.udc-vaud.ch
E-mail : secretariat@udc-vaud.ch

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 13.05.2026

Malgré les menaces sur le pouvoir d'achat, le référendum contre la Loi sur l'énergie n'a pas abouti

Après avoir combattu avec acharnement la mauvaise Loi sur l'énergie au Grand Conseil, l'UDC a lancé le 10 mars dernier le référendum contre cette loi. Les menaces claires sur le pouvoir d'achat des Vaudois n'ont pas suffi pour permettre l'aboutissement du référendum.

Derrière des objectifs présentés comme écologiques, cette loi cache en réalité une réforme coûteuse et irréaliste qui menace directement le pouvoir d'achat de la population. Dans un contexte déjà marqué par l'augmentation du coût de la vie, cette loi revient à faire payer la transition énergétique par la classe moyenne.

L'UDC Vaud s'est opposé à cette loi pour trois raisons principales :

1. Une facture massive pour les ménages : La loi entraînera des travaux énergétiques coûteux et des investissements importants dans les bâtiments. Ces dépenses supplémentaires seront inévitablement répercutées sur les loyers et sur les charges des ménages.
2. Une politique irréaliste et idéologique : Le Conseil d'État veut accélérer la sortie des énergies fossiles dans des délais irréalistes. Cette stratégie repose sur des hypothèses technologiques et financières qui ne correspondent pas à la réalité économique des Vaudois.
3. Une atteinte à la liberté des propriétaires et des entreprises : La loi multiplie les obligations, notamment en matière de rénovation énergétique ou d'équipements, et renforce l'intervention de l'État dans des décisions qui devraient relever des propriétaires et des acteurs économiques.

Près de 12'000 signatures contre la Loi sur l'énergie

Au dernier jour du délai légal, l'UDC a récolté 11'362 signatures en 60 jours, alors qu'il fallait au minimum 12'000 signatures authentifiées. Face à cette réforme coûteuse et bureaucratique, l'UDC Vaud estimait que la population devait pouvoir se prononcer et regrette d'autant plus le désistement de dernière minute des milieux économiques qui se sont tristement contentés d'une mauvaise loi.

Notre parti se félicite néanmoins d'avoir pu judicieusement peser sur les débats parlementaires et d'avoir pu, dans une certaine mesure, atténuer les effets négatifs de cette mauvaise loi lorsqu'elle était traitée au Grand Conseil.

UDC du canton de Vaud

Sylvain Freymond, conseiller national, président du parti, 079 549 51 93
Cédric Weissert, député, président du groupe parlementaire, 076 378 69 89
Floriane Gonet, secrétaire générale, 078 661 36 72